

CENTRE DU PAYS

Le GSPC est-il encore une menace ?

«Si nous arrivons à neutraliser ce qui reste des groupes de Zemmouri et de Thenia, nous pourrions dire que la capitale est définitivement sécurisée», clame un haut gradé qui a une vision précise sur les capacités de nuisance des islamistes armés. Il s'explique : «Il y a des terroristes originaires des quartiers de la zone de Bachdjarah, Bourouba et Baraki qui sont enrôlés au sein de certaines seriates de la wilaya de Boumerdès.» On peut déduire qu'aucune action criminelle ne sera menée dans la capitale sans l'aide de ces éléments.

D'autres sources nous ont confirmé la présence de ces terroristes dans les maquis de Thenia, Zemmouri, Aït-Amrane, Si Mustapha. Ils auraient fui la capitale à la suite des terribles attentats à la bombe contre le Palais du gouvernement. «Selon ce que nous savons d'eux, ils ne sont pas particulièrement aimés par leurs acolytes de la wilaya de Boumerdès. Ils sont victimes de régionalisme et sont isolés», nous confie une source militaire. Effectivement, les capacités de nuisance des groupes armés qui écument les localités de la région centre du pays s'amenuisent. Le nombre d'attentats enregistrés ces derniers mois et leur

nature sont des indicateurs probants soutenant cette assertion. Selon le schéma du GSPC, il y a 3 katibates qui sont déployées dans la zone allant du nord-est de la wilaya de Tizi-Ouzou jusqu'aux quartiers populaires de l'est d'Alger. Pour l'heure, la plus dangereuse est celle dont le reste des effectifs sont disséminés à travers les communes de la wilaya de Boumerdès allant de Zemmouri jusqu'à Aït-Amrane en passant par Thenia, Si Mustapha, Souk El Hed. Les plus dangereux de cette phalange sont les éléments de la seria de Zemmouri et le groupe de Thenia dont l'émir est, selon nos informations, un certain

Gouri Abdelmalek. Cette katiba a, à sa tête, un certain Belkacem Sid-Ali, alias Khaled Abou Amine, âgé de 32 ans et originaire de la gare d'Aomar, une localité de la wilaya de Bouira. Il est considéré par les services de sécurité comme un élément radical opposé à la loi portant réconciliation nationale. Plusieurs responsables nous ont affirmé que cette phalange, El Arqam, ne compte désormais qu'une vingtaine de terroristes mais qui sont néanmoins redoutables et peuvent encore causer des dégâts. Les responsables sécuritaires estiment que le commandement du mouvement armé s'appuie sur les éléments de cette phalange pour des actions autour de la capitale. Dans le territoire allant de la ville des Issers, dans la wilaya de Boumerdès, jusqu'à Tizirt, dans le nord de la wilaya de Tizi-Ouzou, activent quelque 120 terroristes de la katiba El Ansar. Ce groupe est principalement chargé du financement du GSPC. Il aide, par ailleurs, les autres groupes de la Haute-Kabylie à

mener des activités criminelles. Les terroristes de la phalange El Ansar sont en quelque sorte spécialisés dans les activités liées aux enlèvements, au racket des fellahs et pillage de sable. Les groupes locaux qui la composent commettent leurs forfaits dans le triangle Dellys—Cap-Djinet—Sidi-Daoud où circulent des centaines de milliards provenant de l'agriculture, du vol de sable et d'autres activités économiques plus ou moins licites.

Cependant, depuis la disparition de son fondateur, Sadaoui Abdelhamid, de Harek Zoheir et des principaux éléments du groupe de Bordj-Menaïel, cette phalange a perdu de son influence au sein du commandement du GSPC.

A l'ouest de la zone 2, sur le territoire d'une partie de la capitale et l'ouest de la wilaya de Boumerdès, il ne reste, selon les estimations de plusieurs sources sécuritaires, qu'une dizaine d'éléments de la katiba El Feth, à leur tête le dangereux Betitraoui.

Fort heureusement, depuis

l'élimination de son bras droit, Ould Arbi, un émir originaire de Corso, il n'a plus donné signe de vie. Cette katiba avait, rappelons-le, apporté, avec la complicité de quelques terroristes de la ville de Reghaïa, son aide pour l'organisation de la série d'attentats à la voiture piégée qui ont touché la capitale et sa périphérie. De manière générale, les services de sécurité considèrent que la grande majorité des terroristes encore en activité dans le centre du pays sont d'un âge jeune. Ils sont victimes des défaillances du système scolaire, pense-t-on. «La plus grande part sont d'anciens fellahs ou activaient dans les bandes de pillers de sable», nous dit un officier. Ils n'ont donc pas les capacités de comprendre un discours politico-religieux, encore moins ce qu'est une stratégie militaire. Ils ne sont que de la chair à canon, des souffredouleur et des objets sexuels pour les émirs. Certains se font éliminer dès les premiers mouvements en tentant commettre des actes criminels.

Les deux terroristes abattus dans la périphérie de la ville de Boudouaou en cours de semaine sont des exemples concrets. Marginaux, montés au maquis il y a moins de 2 ans, les deux terroristes ont été neutralisés dès leur première sortie. «Certains sont montés au maquis pour ramasser une fortune en un temps record ou par esprit de vengeance, parce que l'un des leurs a été abattu au maquis», nous dira un second officier.

«Dès lors, qu'est-ce qui entrave les redditions massives de ces terroristes ?», avions-nous osé demander à ces officiers. «Il y a des redditions, mais pour des raisons de sécurité, elles ne sont pas médiatisées. Cependant, lorsque ces jeunes sont induits en erreur et qu'ils intègrent un groupe terroriste, ils sont épiés. Ils n'ont plus droit aux visites familiales ni aux contacts téléphoniques. Ces contacts se déroulent uniquement en présence d'autres terroristes.» Ce qui complique les appels de la famille en vue d'une reddition.

Ali F.

DU TERRORISME ISLAMISTE AU BANDITISME

Les Algériens sont-ils à l'abri d'autres cauchemars ?

Après le fameux «on les a eus» lancé à partir de Boumerdès par le patron de la Sûreté nationale, Ali Tounsi, un tour d'horizon avec les responsables sécuritaires de cette wilaya s'imposait.

Cette région de par sa géographie est fortement ciblée par le GSPC. Elle pourrait être considérée donc comme un indicateur sur la situation sécuritaire nationale. Est-ce le discours du chef de la Sûreté pour rassurer tout le monde à la veille d'une décision politique importante mais controversée — révision «ou viol» pour certains, de la Constitution permettant à Bouteflika de se perpétuer au pouvoir — ou une réalité du terrain ? Au-delà de la fin annoncée du terrorisme, la sécurité du pays et des citoyens ira-t-elle en s'améliorant ? En tout cas, nos sources qui, au demeurant, sont hautement qualifiées pour donner un avis, sont unanimes : l'éradication du terrorisme, dans sa forme politique pour la destruction par la violence de la république, est effectivement en phase terminale pour reprendre l'une des expressions du patron de la DGSN.

Encore faudrait-il achever pleinement la besogne empêchant l'hydre de se régénérer et lancer, par la suite, un débat réel sur les autres aspects de la sécurité nationale. A noter que le crime organisé sous la couverture de l'islamisme politique violent est en phase de constitution. Les émirs du GSPC ne s'embarrassent plus de discours politico-religieux. Le cumul de richesse est leur seul credo. C'est du grand banditisme, version islamiste.

C'est désormais presque une certitude aussi bien pour le commun des citoyens des wilayas du centre du pays que pour un officier des services de sécurité de cette région du pays, le GSPC allié d'Al-Qaïda est en nette perte de vitesse et ses capacités de nuisance s'amenuisent de jour en jour.

Certes, ce mouvement armé garde encore quelques possibilités de réagir comme une bête blessée, comme il l'a fait récemment à

Lakhdaria, mais imperturbablement, le processus de sa destruction continue à enregistrer des résultats probants. «Quand on est réduit à la seule alternative de suicide comme choix de moyen de guerre, cela veut dire qu'on rentre dans une phase d'autodestruction», pense un officier supérieur au sujet du dernier attentat kamikaze perpétré à Lakhdaria, dans la wilaya de Bouira.

Lorsque le GSPC était, il y a quelques années, à l'apogée de sa puissance, nous avions alerté l'opinion que cette organisation était en mesure de remettre en cause les équilibres régionaux et de déstabiliser le pays. Cette sonnette d'alarme a été suivie d'une mise en garde bien avant l'apparition des terroriste kamikazes sur les risques avérés d'attentats-suicides. Dès lors, examinons maintenant les indices qui ont permis à M. Tounsi d'être optimiste et de promettre à brève échéance la destruction du GSPC.

Élimination de certaines têtes pensantes du GSPC

«Sofiane El Fassila était plus dangereux que Antar Zouabri», nous confiait un haut responsable de la police. Pour notre interlocuteur, ce redoutable terroriste natif de la région de l'est de la wilaya de Boumerdès a à son actif un lourd bilan. Au moment de son élimination, fin octobre 2007, il occupait le poste d'émir de la zone 2 (le centre du pays) dans la configuration territoriale du GSPC. Sa neutralisation réalisée de main de maître par les éléments des services secrets de l'ANP dans la wilaya de Tizi-Ouzou a porté un coup terrible à la tête pensante du GSPC.

L'opération a été suivie, quelques jours après, par un autre succès à travers l'élimination du tuteur Sofiane El Fassila. Les services de sécurité ont, en effet, inscrit un autres succès en neutralisant Sadaoui Abdelhamid, cofondateur du GSPC, fondateur de l'une des plus importantes phalanges du GSPC, la katibate El Ansar, en l'occurrence. Sadaoui, alias Yahia Abou Haytem, était le parrain du groupe de Bordj-Menaïel. Il faisait fonction de chargé des relations

internationales quand il a été abattu en novembre 2007.

Certaines sources disaient à l'époque qu'il était, de fait, quasiment le chef du GSPC. Droukdel n'est pas un historique du mouvement et n'avait ni le parcours, ni les moyens humains et financiers d'Abou Haytem. On peut ajouter aussi l'arrestation de l'émir national chargé des finances du GSPC. Il y a eu également au tableau des services de sécurité la neutralisation, en avril 2007, d'Abou Mossad qui aurait été chargé de la coordination nationale des actions terroristes.

Un peu plus tard, en janvier 2008, est survenue l'arrestation de Maârouf Khaled qui est, selon des sources sécuritaires, le commanditaire des attentats contre le Palais du gouvernement. Plus récemment, les services de sécurité ont enregistré des résultats aussi importants, en neutralisant plusieurs chefs locaux, particulièrement ceux de la katibate El Arkam, considérée à l'heure actuelle comme la phalange la plus dangereuse au sein du GSPC.

Halouane Amrane, monté au maquis depuis 1994 et signalé comme étant émir et artificier de la phalange en question, Kolla, recruteur d'adolescents de Thénia, Moh Jack, émir des finances du groupe de Zemmouri et d'autres éléments aussi dangereux ont été neutralisés. Ajoutez à cela les dizaines d'éliminations et captures d'autres terroristes.

Rétrécissement du recrutement

«Le meilleur indicateur sur la baisse des activités terroristes est le recrutement qui est largement en diminution», nous assure l'un des officiers que nous avons questionné. Effectivement, une autre source nous a informé qu'en 2006, environ 80 jeunes de la wilaya de Boumerdès avaient rejoint les seriates du mouvement islamiste armé. Ils étaient, toujours au pointage des services de sécurité, 40 en 2007 et ils ne sont, selon notre source, que moins d'une vingtaine à monter au maquis en 2008.

Notre officier rappelle à titre d'exemple la commune de Ouled-

Aïssa, à l'est de la wilaya de Boumerdès, considérée comme un réservoir de recrutement. «Le recrutement s'est complètement arrêté», assure-t-il.

Neutralisation des réseaux de soutien

Selon des chiffres communiqués ces derniers jours, plus de 600 individus accusés de soutien au terrorisme ont été arrêtés. «Rien qu'en 2008, nous avons neutralisé plus de 300 individus», dit un haut gradé de la police. A cela il y lieu d'inclure la neutralisation, depuis le début de cette année, de plusieurs réseaux de poseurs de bombes, notamment à Bordj-Menaïel, Cap-Djinet, les Issers, Si-Mustapha, Aït-Amrane...

Incapacité de mener des attaques armées

Assurément, les hordes islamistes armées n'ont plus les mêmes capacités pour mener des embuscades contre les patrouilles des services de sécurité. La dernière tentative d'une attaque à l'arme organisée en avril dernier par la Katibate El Arkam contre le chantier de la construction de logements à Souk-El-Had par une entreprise chinoise, a été un échec.

Et pour cause, non seulement l'assaut mené par plus d'une dizaine de terroristes armés de klasch et bazookas artisanaux (habhab) a été repoussé par quelques gardes communaux qui surveillent ce chantier, mais la réaction des unités de l'armée stationnées dans les environs avait mis en déroute le groupe terroriste.

Le lendemain, les services de sécurité avaient éliminé trois d'entre eux qui tentaient de sortir de la région où s'était déroulée cette attaque. Effectivement, des statistiques récentes indiquent que seuls des attentats à l'explosif sont organisés par les seriates en activité. Celui mené dernièrement sur la RN 5 au niveau de Tidjelabine (wilaya de Boumerdès) en est l'exemple type de ce genre d'attentat.

Contrairement à ce qui était annoncé dans certains journaux, il

n'y pas eu d'utilisation d'armes de la part des terroristes. Ce qui signifie que les assaillants avaient des capacités militaires pour organiser une embuscade en plein jour sur un grand axe routier pas loin d'une agglomération et des postes permanents de la Gendarmerie nationale. La réalité est tout autre. Trois bombes ont été cachées sur le bord de la route. Une première a été actionnée à distance au passage d'un véhicule des services de sécurité. Les deux l'ont été à l'arrivée des secours.

C'est le rituel suivi par les terroristes dans ce genre d'attentats. S'embusquer à des centaines de mètres, voire des milliers de mètres, suivre à l'aide des jumelles le mouvement humain et actionner une bombe par le biais d'un portable et mitrailler une cible, la différence est très importante comme l'est tout aussi la responsabilité de transmettre au grand public l'information sécuritaire.

Basculement vers le grand banditisme

Les rapt des hommes d'affaires, des entrepreneurs et des commerçants qui ne sont libérés que contre versement de rançons, se chiffrant parfois par milliards, sont, pour l'heure, la source principale du financement du GSPC.

Selon une information sécuritaire, il a été recensé six rapt en 2007, alors que l'année en cours a vu quatorze enlèvements. Outre le pillage et commerce de sable, le racket des fellahs activant sur des terres riches de la bande côtière de la wilaya de Boumerdès.

Sentant probablement leur fin proche, les émirs des seriates et des katibates encore en activité se lancent dans une course frénétique de collecte d'argent. Histoire de mettre leurs familles à l'abri des besoins. Mais fort heureusement, en dépit des milliards amassés, alors que la misère a mis des milliers de jeunes dans la précarité, notamment au sein des milieux ruraux, le GSPC Qaïda Maghreb n'arrive plus à recruter comme il le faisait naguère.

A. F.